L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses N°178 du Jeudi 8 Décembre 2022

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

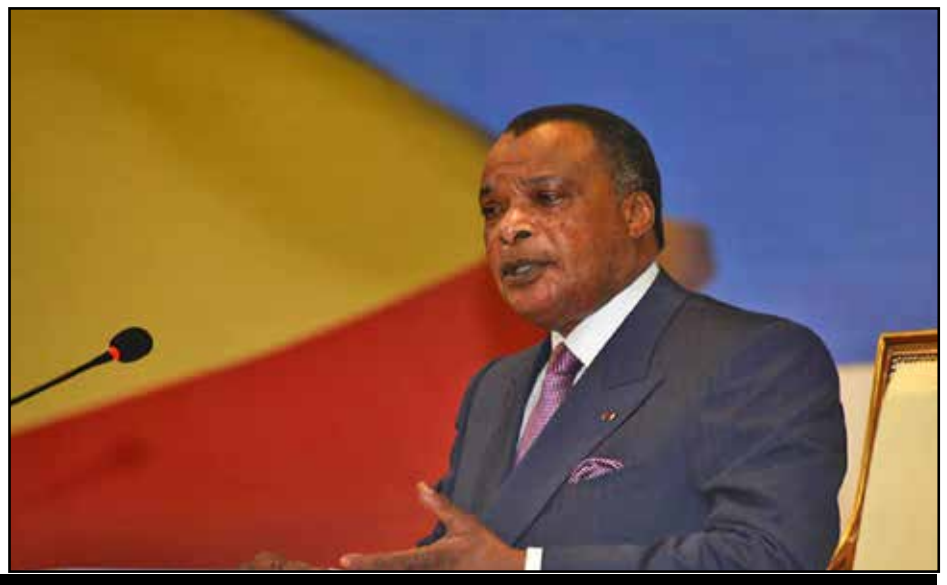
Brésil

L'état de santé de la légende mondiale du football, Pelé, est préoccupant

(P.12)

64ème anniversaire de la proclamation de la République du Congo

L'évènement célébré à travers le message présidentiel sur l'état de la Nation



Pendant une heure et dix minutes, la salle l'a suivi attentivement, applaudissant à certains de ses propos

(P.3)

Après les inondations au Congo

Une aide d'urgence d'un milliard de francs Cfa pour les victimes des pluies

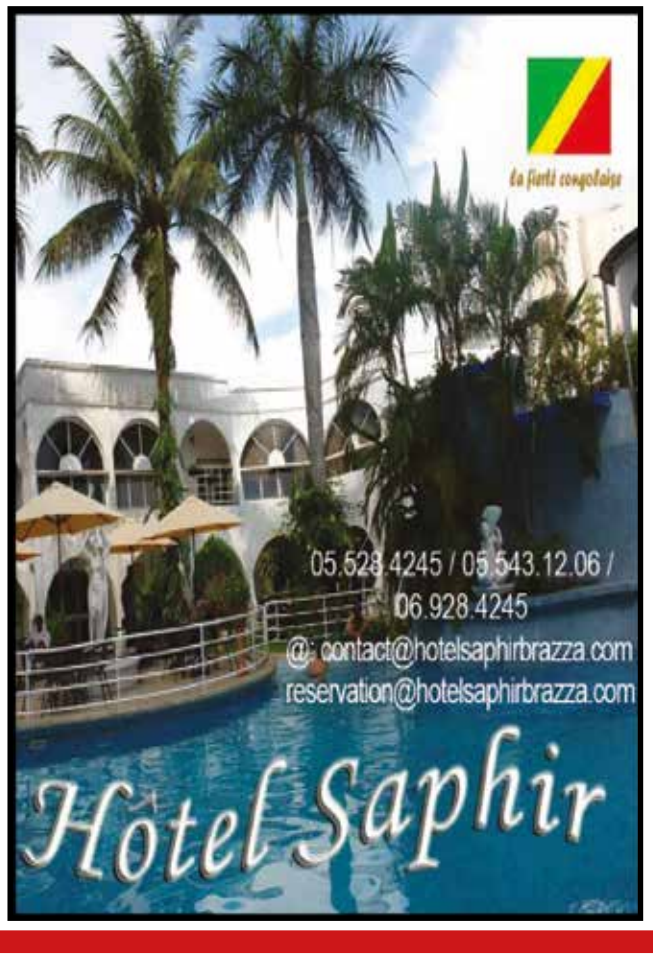
Les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers mois dans notre pays ont provoqué des inondations et des dégâts dans quatre départements et laisser des milliers de compatriotes sans abris. Les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville n'ont pas été épargnées

(P.2)

M.r (Mouvement républicain)

Le président Destin Gavet arrêté à Pointe-Noire par les agents de la C.i.d

(P.4)



E.e.e (Eglise évangélique du Congo)

La lutte contre les violences basées sur le genre devient une activité permanente

Dans le cadre de son programme de prévention des *«violences basées sur le genre au sein de l'Eglise et la société»*, mis en œuvre depuis 2013, avec l'appui financier et technique de l'Eglise évangélique de Norvège, le Conseil synodal de l'E.e.c (Eglise évangélique du Congo), a organisé, du 1er au 2 décembre 2022, à Brazzaville, un atelier de présentation du bilan d'exécution dudit programme qui s'achève cette année et qui sera remplacé par un nouveau projet pilote. A l'issue des travaux de cet atelier, il a été décidé que la lutte contre les violences basées sur le genre devient une activité permanente de l'église, qui sera assurée désormais par l'A.e.p (Action évangélique pour la paix).

Ouvert par le pasteur Juste Alain Bakoua, président de l'Eglise évangélique du Congo, l'atelier s'est déroulé avec la participation de la coordonnatrice du programme, Mme Joséphine Ntsika, des responsables des paroisses de l'E.e.c, des représentants de l'Eglise catholique, de l'Armée du salut, des O.n.gs et ceux de l'administration publique (Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones et Ministère de de la promotion de la femme, de l'intégration de la femme au développement et de l'économie informelle).

Photo de famille des participants autour du pasteur Juste Alain Bakoua , président de l'E.e.c. (au milieu).

L'Eglise évangélique du Congo s'est engagée depuis 2012 dans la lutte contre ces formes de violence, afin de réduire les *«inégalités, les injustices et l'obscurantisme»*. Elle est la première au Congo à se doter d'une politique de lutte contre les violences basées sur le genre, considérées souvent comme tabou en milieu religieux. Quoique les résultats obtenus à travers le programme soient encourageants, beaucoup reste à faire. Pour assurer la continuité de cette lutte, l'A.e.p a été identifiée comme organe national de gestion des activités du programme de lutte contre les violences basées sur le genre, qui prend le relais de la cellule exécutive de l'actuel programme et d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières.

«Nous avons relevé avec une certaine satisfaction que les sessions d'information, d'éducation et de communication de proximité menées dans les paroisses et les écoles d'enseignement protestant ont permis d'amorcer un débat et une prise de conscience sur le phénomène, considéré quelque fois comme tabou», a déclaré le révérend pasteur Juste Alain Bakoua, en saluant les efforts accompli par l'Eglise. Le président de l'E.e.c en appelle à l'implication de tous pour obtenir un changement durable contre ces formes de violences. *«Mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants n'est pas de la responsabilité d'une personne, d'un groupe. Il est nécessaire que nous menions une action collective»,* a-t-il indiqué

Selon les statistiques, 16 consistoires sur 36 que possèdent l'E.e.c ont été directement touchés par les campagnes de sensibilisation, la formation et la prise en charge des victimes de violences (sexuelles, économiques, socioculturelles, verbales et physiques), 60 paroisses (soit environ 41,95% des paroisses de cette église). On note aussi 61 écoles (cycle complet) évangéliques, catholiques, privées et publiques dans lesquelles des sensibilisations ont été menées pendant près de dix ans.

Selon Mme Joséphine Ntsika, coordonnatrice du projet sur les v.b.g, une ligne spécifique sera créée dans le budget 2023 de l'église et l'A.e.p va s'ouvrir aux partenaires internationaux pour solliciter des aides». Une autre rencontre regroupant toutes les églises chrétiennes est prévue le 12 décembre prochain sur la mise en place d'une plateforme commune de lutte contre les violences basées sur le genre.

Roland KOULOUNGOU

Comité national de l'Initiative de transparence dans les industries extractives

Impliquer davantage les médias dans l'appropriation du protocole I.t.i.e

Le Comité national de l'Initiative de transparence dans les industries extractives (I.t.i.e) a organisé, jeudi 24 novembre 2022, à l'Hôtel Pefaco, à Brazzaville, une session de sensibilisation sur le protocole dédié à la participation de la société civile dans l'I.t.i.e, qui est l'exigence 1.3 de la norme I.t.i.e. Réservée à la presse nationale, cette session de sensibilisation a eu lieu avec l'appui du Prisp (Projet des réformes intégrées du secteur public), sous le patronage de Christian Mounzéo, vice-président du Comité national I.t.i.e, en présence de Brice Mackosso, membre dudit comité, et Arsène Bozire Clovis Assen Ontsouon, responsable de suivi et évaluation au Prisp.

Faire connaître aux journalistes congolais le protocole de la société civile qui est une disposition de la norme I.t.i.e. Tel était l'objectif de la rencontre de sensibilisation organisée par le Comité national I.t.i.e. Ce protocole est une exigence de la norme I.t.i.e faisant référence au rôle particulier de la société civile, en termes de qualité de suivi, surtout en tenant compte de la troisième validation du Congo par le Conseil d'administration international de l'I.t.i.e.

La société civile doit se mobiliser pour booster la transparence dans les revenus extractifs et forestiers qui reviennent au Congo.

Les organisateurs et les participants.

Soutenir la transparence dans le secteur extractif est un gage du développement national. Le protocole destiné à la société civile constitue un outil indispensable et déterminant de garantie de l'espace civique pour toutes les organisations de la société civile, ainsi que des médias engagés dans le suivi de la gouvernance des ressources naturelles.

Christian Mounzéo a insisté sur le fait que *«les médias jouent un rôle-clé en matière de dissémination des informations relatives à l'exploitation du pétrole, du gaz, des mines et de la forêt, ainsi que le suivi des opérations relatives à la gestion de ces ressources sur toute la chaîne de valeur. Il est donc de la responsabilité du gouvernement de la République du Congo, de s'assurer qu'aucun obstacle administratif ou pratique de facto, provenant de quelque niveau de gouvernement que ce soit, n'entrave la capacité de la société civile et des médias à organiser librement des activités publiques de diffusion d'informations et de sensibilisation liées à l'I.t.i.e».*

A noter que le Congo est actuellement engagé dans le processus de validation dont le but est d'évaluer la conformité dans la mise en œuvre des exigences de l'I.t.i.e. Ce processus est en cours depuis juin 2022. Il prendra fin au mois de décembre. En rapport avec cette évaluation, l'appréciation faite par les évaluateurs considère une mise en œuvre de l'exigence 1.3 en grande partie respectée. Mais, il faut la rehausser. Raison pour laquelle le Comité national I.t.i.e a décidé de mettre en place un programme de sensibilisation sur le protocole, en direction de toutes les parties prenantes, dans le but de les amener à s'en approprier.

Martin BALAOUATA-MALEKA

Après les inondations au Congo

Une aide d'urgence d'un milliard de francs Cfa pour les victimes des pluies

Les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers mois dans notre pays ont provoqué des inondations et des dégâts dans quatre départements et laisser des milliers de compatriotes sans abris. Les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville n'ont pas été épargnées par ce désastre, au mois de novembre dernier. Le gouvernement reste préoccupé par la situation d'autant plus que nous sommes en période des pluies. La question était parmi les sept affaires débattues à la réunion du conseil des ministres du mercredi 30 novembre 2022, sous l'autorité du Président Denis Sassou-Nguesso. Le gouvernement a décidé d'une aide d'urgence d'un milliard de francs Cfa pour soulager

Les innondations dans la partie nord du pays.

les populations victimes.

Des quartiers entiers des deux grandes villes du pays, Brazzaville et Pointe-Noire, ont été submergés par les eaux de pluies au mois de novembre dernier. Les vidéos diffusées sur la toile en disent beaucoup sur l'ampleur des dégâts. Si d'une part, on accuse les effets des changements climatiques, d'autre part, on en attribue la responsabilité aux autorités dans la gestion des deux grandes cités. *«Nos villes s'agrandissent, mais le plan d'urbanisation ne suit pas efficacement»*, constate-t-on.

La communication sur l'état de catastrophe naturelle engendré par les pluies, présentée par Gilbert Mokoki, ministre de la santé et de la population, en lieu et place de Mme Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire, en mission, révèle que *«des pluies diluviennes et des vents violents ont touché notre pays au cours des mois de septembre et d'octobre 2022, notamment dans quatre départements, à savoir: la Likouala, la Sangha, le Kouilou et la Lékoumou».* Selon les statiques, il y a *«130.000 personnes, dont 83.866 pour le seul Département de la Likouala (qui fait face à de graves inondations consécutives à ces pluies) et 35.673 pour celui des Plateaux. Brazzaville et Pointe-Noire engendrent des risques de dysfonctionnement des structures sanitaires et la survenance de maladies d'origine hydrique»*, à la suite des inondations.

Face à l'urgence que représente cette situation, le conseil des ministres, sur instruction du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a décidé le déblocage d'une aide d'urgence d'un milliard de francs Cfa, pour soulager les populations sinistrées. Mais, beaucoup considèrent que c'est une enveloppe insuffisante, au regard du nombre de victimes et des dégâts enregistrés. Peut-être que c'est un premier pas et que d'autres suivront.

Signalons que le conseil des ministres a reconnu qu'une grande partie de ces phénomènes climatiques est amplifiée par l'occupation anarchique des terrains. Sur ce point, le Chef de l'Etat a instruit les ministres compétents, sous l'autorité du Premier ministre, chef du gouvernement, de mener toutes les réflexions nécessaires, afin que ces phénomènes, relevant souvent de l'incivisme, puissent connaître un correctif.

R. K.

64ème anniversaire de la proclamation de la République du Congo

L'évènement célébré à travers le message présidentiel sur l'état de la Nation

Placée sous le haut patronage du Président de la République, Denis Sassou Nguesso, le 64ème anniversaire de la proclamation de la République du Congo, le 28 novembre 2022, a tenu en haleine le Palais des congrès de Brazzaville, siège mythique des grands évènements socio-politiques du pays. A l'esplanade, des groupes folkloriques rivalisaient d'ardeur à la danse, pour agrémenter la fête. Le mythique orchestre Bantou de la Capitale prestait pour faire entendre sa voix et marquer son empreinte à l'évènement.

C'est dans une salle des congrès du Palais des congrès, pleine de monde, qu'a été célébré officiellement le 64ème anniversaire de la proclamation de la République du Congo. La session des parlementaires congressistes étant ouverte au public, constitué, pour l'occasion, des membres des bureaux des institutions constitutionnelles, des membres du gouvernement, du corps diplomatique, des corps constitués nationaux, des officiers de la Force publique, des représentants des partis politiques et bien d'autres. En tout cas, tout était mobilisé pour la réussite de l'événement retransmis en direct à la radio et à la télévision nationales.

Le Chef de l'Etat a prononcé son message assis.

Le Président Denis Sassou-Nguesso.

Pendant cette session plénière du congrès parlementaire, servant à la célébration du 64ème anniversaire de la proclamation de la République, l'ambiance était à la fête et l'ensemble des participants étaient à l'unisson. On pouvait lire dans la salle, sur certaines banderoles, des messages comme: *«La République du Congo, une et indivisible».*

Photo de famille du Président de la République avec les membres du gouvernement et les parlementaires.

Le Président de la République est entré dans la salle avec le cérémonial protocolaire relatif à ce genre de cérémonie. Après l'exécution de l'hymne national, le maître de cérémonie, Bienvenu Boudimbou, a présenté le contexte de l'événement, complété par une speakirine. Puis, le président du congrès, Léon-Alpfred Opimbat, premier vice-président du bureau de l'assemblée national, assurant l'intérim d'Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale empêché, a prononcé son discours introductif du congrès. Il a, ensuite, invité le Chef de l'Etat à prendre la parole pour son message, qui n'est pas suivi de débat. Le Président de la République a pris place devant la table aménagée pour la circonstance. Pendant une heure et dix minutes, la salle l'a suivi attentivement, applaudissant à certains de ses propos (Voir l'intégralité du message présidentiel sur le site Internet de L'Horizon Africain).

«C'est ma première expérience en la matière. La principale leçon que je tire est qu'en pareilles circonstances, il n'y a plus d'opposition, ni de majorité présidentielle. On laisse nos appartenances politiques de côté. Parce qu'on est venus tous célébrer la République, un évènement historique qui totalise aujourd'hui 64 ans. C'est vraiment à saluer. Car, comme le dit notre hymne national, ce qui nous unis est plus ce qui nous divise», a fait savoir Misère Ayo, député de la circonscription électorale unique de Mbama, dans le Département de la Cuvette-Ouest.

Dans la même lancée, tout en saluant la réussite de l'évènement, Jean de Dieu Ngoma, secrétaire permanent du Conseil national des personnes vivant avec handicap, a confié que *«le Président de la République, en tant que garant de la Nation, à travers cette nouvelle commémoration, a su mettre en valeur les acquis de la République»*. Comme on peut le constater, le message du Chef de l'Etat a suscité évidemment divers commentaires. Au moins, il y a lieu de reconnaître que les traditions républicaines et démocratiques sont respectées.

Hervé EKIRONO

Editorial

«Et donc, nous nous comprenons»

Ainsi donc, le 28 novembre dernier, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, est de nouveau monté au créneau, comme à de multiples reprises dans le passé, pour réveiller la conscience de ses compatriotes, sur la nécessité de jeter bas les mauvais comportements, la corruption, bref les anti-valeurs, dans la gestion publique.

C'est aussi le premier endroit de son message où il a été applaudi par les parlementaires congressistes. Voici ce qu'a dit exactement le Chef de l'Etat: *«Dans cette optique, nous appelons, une fois de plus, au ressaisissement de nos cadres, pour s'abstenir de toute attitude rétrograde, de nature à décourager nos investisseurs, en subordonnant l'accomplissement d'un acte ou d'un service administratif au paiement d'une commission. [Applaudissements] Et donc, nous nous comprenons».* (Voir l'intégralité du message présidentiel sur le Site Internet de L'Horizon Africain).

C'est aussi le seul endroit de son long message où le Chef de l'Etat a introduit une phrase qui n'était pas écrite dans le texte qu'il lisait. En effet, après les applaudissements de la salle, il a lâché: *«Et donc, nous nous comprenons».*

Dans tout le message qui a duré une heure et dix minutes, c'est le moment le plus intense, le plus communicatif, le plus intime qu'il y a eu entre lui et le peuple qui le suivait. Juste quelques secondes. Et c'est là que, pour les observateurs que nous sommes, il faut mettre le bistouri, pour voir ce qui s'y trouve.

Quand on regarde en effet, on trouve que, pourtant, Denis Sassou-Nguesso n'a rien dit de nouveau. Devant une salle glaciale qui le suivait depuis le début, tout d'un coup des applaudissements explosent. Et lui y a répondu en disant: *«Et donc nous nous comprenons».* Mais, nous nous comprenons sur quoi? Sur le fait qu'il faut jeter bas les mauvais comportements, la corruption dans la gestion publique; sur le fait que nous constatons, tous, que ces anti-valeurs persistent.

Rebobinons les vidéos des messages du Chef de l'Etat. Arrêtons-nous à celui du 14 août 2009. C'est le discours d'investiture relatif au second septennat. Le Président Sassou-Nguesso disait alors*: «Je ne surprends personne en affirmant qu'en dépit de nos efforts multiformes, notre pays n'est pas encore, hélas, exempt de corruption, de concussion, de fraude, de détournement de deniers publics et d'autres actes tout autant répréhensibles que néfastes à l'accomplissement du bonheur collectif».*

Cette partie de son discours avait été longuement applaudie, debout. A cette occasion, le Chef de l'Etat avait fait une promesse: *«Je veillerai donc avec davantage de rigueur à ce que les personnes que je nomme aux différentes fonctions d'État soient exemplaires et de bonne éthique, capables de faire respecter, au nom de l'autorité impartiale de l'État qu'elles incarnent, les lois et les règlements de notre pays. Tout manquement, toute faiblesse m'amènera à en tirer les conséquences».*

13 ans après, chacun est libre de faire un bilan. En 2022, le Président de la République s'est senti obligé de reprendre son appel, suscitant les mêmes réactions de ceux qui soutiennent et ceux qui critiquent. On a l'impression qu'on fait du sur place.

La lutte contre les anti-valeurs est d'abord une question morale, éthique, comme le Chef de l'Etat l'avait lui-même indiqué. Nombre de Congolais doutent de la parole présidentielle, parce qu'ils continuent de constater que des cadres sur qui pèsent de lourds soupçons d'enrichissement illicite, jamais démentis par des organes compétents, continuent de bénéficier de la confiance du Chef de l'Etat et d'être responsabilisés dans les sommités des structures publiques. Dans ces conditions, comment lutter contre les anti-valeurs? C'est impossible, au plan judiciaire. La justice n'est que le fruit d'un rapport de forces. Pour rendre justice, il faut que l'Etat soit fort. Lorsque des individus sont plus forts que l'Etat, impossible de leur rendre justice.

Au plan moral, c'est une histoire de société. Dans la société congolaise, les histoires de détournements de fonds, de mauvaise gestion, de concussion, de corruption, de faux et usage de faux, de débauche sexuel, d'abus de pouvoir, de passe-droit, de mensonge, etc, émaillent toutes les structures sociales, des associations aux entreprises publiques et privées, des administrations aux églises jusque dans les familles. C'est l'échec des églises, des familles, du système éducatif, des corporations professionnelles, toutes ces institutions qui gouvernent à la conscience des humains, etc. Les anti-valeurs sont devenues un moyen de survie. C'est l'érosion spectaculaire des valeurs morales dans la société congolaise! Conséquence, la politique, avec son jeu d'intérêts, est devenue le terrain de prédilection des anti-valeurs.

Il faut se donner une décennie pour recréer l'honnête citoyen congolais, si l'on veut un jour gagner le combat contre les anti-valeurs. Il faut interroger l'éthique du Congolais et prêcher par l'exemplarité et non uniquement par les discours. Lorsqu'un Chef d'Etat revient sur les mêmes choses, ceux qui l'accompagnent fidèlement devraient s'interroger. Et donc, nous nous sommes compris que nous devons changer.

L'HORIZON AFRICAIN

Politique

Pourquoi Pascal Tsaty-Mabiala n'a-t-il pas encore réagi au message présidentiel?

Une semaine après le message sur l'état de la Nation prononcé par le Président de la République, devant les deux chambres du parlement réunies en congrès, lundi 28 novembre 2022, au Palais des congrès, à Brazzaville, on ne trouve pas trace dans la presse, de la réaction du chef de l'opposition politique, Pascal Tsaty-Mabiala, premier secrétaire de l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie-sociale) et député de Loudima, dans le Département de la Bouenza.

Du 18 au 19 novembre 2022, il a dirigé la deuxième session extraordinaire du Conseil national de l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), au siège national du parti au Quartier Diata. Cette session extraordinaire a fait le bilan de la participation de l'U.pa.d.s aux dernières élections législatives et locales. «*Un parti sans ambition de gouverner ou absent dans les assemblées parlementaires et locales, cesse définitivement de l'être. Comme chacun le sait déjà: le but classique de tout parti politique est de s'organiser autour d'un idéal, pour conquérir et gérer le pouvoir, et ce, peu importe le niveau de son exercice. Telle a toujours été la vision de l'U.pa.d.s*», avait-t-il à l'ouverture de cette session extraordinaire, affichant ainsi l'ambition de son parti, au pouvoir de 1992 à 1997 sous le régime du Président Pasccal Lissouba, de revenir aux affaires.

Pascal Tsaty-Mabiala.

Mais, pourquoi n'a-t-il pas, jusque-là, livré ses impressions à la presse, comme veut la tradition démocratique, après le message présidentiel? Est-ce parce qu'il n'était pas présent dans la salle? D'après ce qu'on a appris, le chef de l'opposition politique est arrivé en retard au Palais des congrès et l'accès dans la salle lui a été refusé par la sécurité.

Ce qui n'a pas manqué de le mettre en colère, puisque le cortège présidentiel n'avait pas encore franchi l'entrée principale du Palais des congrès et qu'il était donc possible de laisser entrer l'opposant dans la salle, même si les autorités nationales y étaient déjà présentes et que l'arrivée du Chef de l'Etat était annoncée. Pascal Tsaty-Mabial est reparti chez lui et depuis, silence radio.

Dans la salle, le chef de l'opposition politique est parmi les personnalités citées protocolairement. Or là, non seulement il n'était pas présent, mais encore il n'était pas représenté. Que sera la vie démocratique congolaise, si le chef de l'opposition politique est écarté du débat national? Ah la démocratie congolaise!

Narcisse MAVONGOU

M.r (Mouvement républicain)

Le président Destin Gavet arrêté à Pointe-Noire par les agents de la C.i.d

C'est par un communiqué de son secrétariat exécutif, signé samedi 3 décembre 2022, à Brazzaville, par Mirnove Frunovy Lékébé Omessé, secrétaire général adjoint et porte-parole, que le M.r (Mouvement républicain), parti situé à l'opposition, a annoncé l'arrestation, à Pointe-Noire, de son président, Destin Gavet. «Cette arrestation a eu lieu le vendredi 2 décembre 2022, aux environs de 14h, par les agents de la Centrale d'intelligence et de documentation, ex-Direction générale de la surveillance du territoire (D.g.s.t)», précise le communiqué.

Le communiqué du secrétariat exécutif du M.r rapporte, ensuite, que son président exécutif est toujours détenu dans les locaux de la Centrale d'intelligence et de documentation de Pointe-Noire. Les responsables de ce parti d'opposition ne disposent d'aucune nouvelle le concernant et ne savent pas pour quel motif précis il a été arrêté. Ils ont simplement rappelé que leur parti avait initié, le 19 novembre dernier, *«une campagne virtuelle et une pétition pacifique en faveur de la libération des prisonniers politiques au Congo-Brazzaville».*

Destin Gavet, président du M.r.

Le jeune Destin Gavet a été arrêté, chez lui, alors qu'il était en séjour à Pointe-Noire où son parti révèle qu'il n'y avait pas prévu d'activités politiques. Le parti a décidé de recourir au service d'un avocat pour défendre les droits de son président et savoir le motif qui lui vaut la privation de liberté dont il est victime.

Est-ce à cause de sa campagne pacifique en faveur de la libération des *«prisonniers politiques»?* Demander pacifiquement la libération d'un prisonnier est-il un motif condamnable au Congo?

Lors d'une conférence de presse, le 19 novembre dernier, à Brazzaville, Destin Gavet avait, en effet, annoncé que son parti, le M.r, sollicitait, *«auprès du Président de la République, garant des institutions, de faire preuve d'humanisme et de grand homme d'Etat, en accordant la grâce présidentielle à l'endroit des prisonniers politiques, en l'occurrence le général Jean-Marie Michel Mokoko, André Okombi-Salissa pour ne citer que ceux-là, pour l'intérêt supérieur de la Nation».*

Samedi 3 décembre, son parti annonçait que son président Destin Gavet est arrêté à Pointe-Noire. Une nouvelle qui suscite une grande indignation dans les milieux de l'opposition congolaise.

Ensuite, Destin Gavet a été très critique sur le message du Président de la République sur l'état de la Nation. Est-ce cela qui est à l'origine de son interpellation? La question reste posée. Car, du côté de la direction départementale de la C.i.d, et même du Ministère en charge de l'intérieur, aucune nouvelle n'est donnée sur cette arrestation et personne ne comprend pourquoi l'interpellation d'un citoyen, de surcroit un acteur politique, par un service de sécurité, soit maintenu sous silence.

L'article 9 de la Constitution congolaise énonce: *«La liberté de la personne humaine est inviolable. Nul ne peut être arbitrairement accusé, arrêté ou détenu. Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie à la suite d'un procès juste et équitable garantissant les droits de la défense. Les droits de la victime sont également garantis».*

Et l'article 11 de préciser: *«Toute personne arrêtée est informée du motif de son arrestation et de ses droits dans une langue qu'elle comprend. Tout acte de torture, tout traitement cruel, inhumain ou dégradant est interdit. Le pouvoir judiciaire, gardien des libertés individuelles, assure le respect de ce principe dans les conditions fixées par la loi».*

La question qu'on peut se poser est celle de savoir: à quoi sert-il de doter un pays de lois, si les services d'Etat se donnent la liberté de les fouler du pied, à chaque fois qu'ils le veulent?

Jean-Clotaire DIATOU

PROPOS D'éTAPE

Plans supérieurs et développement

Prométhée doit bien s'interroger sur le sort d'une partie de l'humanité, alors qu'il avait volé le feu aux Dieux pour rendre l'homme heureux. Comment se fait-il, alors, qu'il y ait encore sur terre des *«hommes nus, sans chaussures, sans couvertures et sans armes»?* La civilisation prométhéenne est-elle à géométrie variable ou qu'une partie des éphémères n'a pas su lire les codes de l'algorithme prométhéen? Et, quels seraient alors ces codes? Mais, cet algorithme serait le seul valable pour l'ensemble de l'humanité?

Les mythes fondateurs de éphémères de céans existent. Ils ont guidé les anciens dans leur perception et leur gestion du monde. Ces anciens avaient bien compris que *«c'est de multiples façons que l'homme entre en rapport avec la nature, car, par la technique, il faut entendre non seulement cet ensemble de notions scientifiques appliquées industriellement, mais aussi les instruments «mentaux» de la connaissance philosophique»,* selon Gramci. Et, un éphémère de céans d'ajouter que *«cela veut dire que l'ensemble de dispositions mentales explicatives au regard de la nécessité, a constitué un corpus de pensée et de comportement qui devait produire des catégories conceptuelles, et, par la suite réguler les rapports sociaux»*. Les anthropologues ont établi que dans les royaumes du midi, les perceptions ont été traduites en percepts, c'est-à-dire, en expériences utilisables. D'où vient alors le fait que ces expériences se soient évanouies dans l'ombre sombre du verbe perdu et que des civilisations jadis florissantes, deviennent quémandeuses de développement?

Il faut évacuer l'excuse devenue facile de la colonisation. Elle a eu ses bienfaits et surtout ses méfaits, certes. Mais, elle n'a pas enlevé aux éphémères de céans leur verbe primordial. L'une des explications de cet état est le fait que certains éphémères ont oublié que leurs ancêtres considéraient que leurs actions dans la société n'étaient pas d'essence physique, mais obéissaient à des réalités des plans supérieurs, avec deux principes intangibles, la vérité et la justesse. On ne peut pas être les mines du monde, les forêts du monde et les jardins du monde et se retrouver à quémander de l'aumône à la communauté internationale. Parce que certains maîtres des paramètres vivent encore dans le monde du désir, qui est un monde inférieur. Ils sont jouissifs et ne connaissent pas les plans supérieurs de conscience.

Les sociétés qui ont intériorisé ce niveau de plans supérieurs ont prospéré sur le plan terrestre, notamment sur le plan matériel. Ainsi, par exemple, *«le travail, comme exercice spirituel dans l'éthique protestante»,* a permis le développement du capitalisme. Du fait de cette intériorisation, *«la vie va ainsi prendre «la valeur d'une tâche» à accomplir, à savoir travailler à accroître la gloire de Dieu».* Dans le même registre, le philosophe japonais Rennyo affirme que *«si nous nous engageons dans les affaires, nous devons nous rendre compte que c'est au service du bouddhisme».*

Dans certaines Constitutions, on peut lire que *«les biens de l'Etat sont sacrés».* Tout ceci est le résultat de l'intériorisation des plans supérieurs de conscience, qui annihilent toutes les valeurs toxiques pour le développement.

Prométhée

Projet de plantations forestières et agroforestières à Mbé (Département du Pool)

40 mille hectares cédés gracieusement par l'Etat à une société italienne

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet de création d'un jardin carbone, afin de lutter contre les changements climatiques, le gouvernement a pris la résolution de mettre à disposition 40 mille hectares dans le District d'Igné (Département du Pool), à Mbé et Inoni plateau, afin que ce projet voie le jour. La cérémonie de signature de la convention du bail emphytéotique a eu lieu mardi 29 novembre 2022, à l'Hôtel Radisson Blu, à Brazzaville, entre le ministre d'Etat Pierre Mabiala, ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le parlement, Rosalie Matondo, ministre de l'économie forestière pour la partie gouvernementale, et et le Dr Giovani Rubini, président directeur général de la société italienne Renco Green Sarlu.

La cérémonie a connu la présence de plusieurs personnalités, dont deux membres du gouvernement, Mme Jacqueline Lydia Mikolo, ministre des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, et Denis Christel Sassou-Nguesso, ministre de la coopération internationale et de la promotion du partenariat public et privé, ainsi que des délégués du Royauté Téké.

Le Dr Giovanni Rubini, Pierre Mabiala et Rosalie Matondo.

Photo de famille à la fin de la cérémonie.

Le Projet carbone de Mbé, appelé Jaca-Mbé, vise à réaliser des plantations forestières et agroforestières, dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. La valorisation de ces forêts contribuera également à impulser le développement de l'économie locale, notamment à travers la composante agroforestière dédiée aux populations locales, pour leur permettre d'exploiter les interlignes des plantations forestières et réaliser des cultures agricoles, en plus des revenus des employés et la mise en place de certaines infrastructures de base à caractère social, à inscrire au cahier de charges.

La société Renco Green Sarlu est un partenaire du Pronar (Programme national de reboisement) qui vise la mise en place d'un million d'hectares de plantations forestières et agroforestières au Congo. Présente au Congo depuis 1999, elle travaille dans le pétrole et la construction. Pour participer aux objectifs du Pronar, elle investit, sur fonds propres, dans le projet de création d'un jardin de carbone de Mbé. Le Dr Giovanni Rubini a rassuré qu'*«avec ce projet, nous allons renforcer la biodiversité dans certaines régions du pays et créer de nombreux emplois».*

Présentant le projet, le Dr ingénieur François Mankessi, coordonnateur du Pronar, a indiqué que *«la superficie cédée couvre deux blocs. Le premier bloc est situé à cheval entre Mbé et Ngabé, a une superficie de plus de 24 mille hectares, et le deuxième bloc est dans la localité d'Inoni plateau, avec une superficie de plus de 17 hectares. Les deux blocs regorgent des forêts incluses. Les reliefs de ces blocs se prêtent bien aux activités d'afforestation et de reboisement. Les sols savanicoles à valoriser sont sablonneux et pauvres».*

Au cœur de ce projet, la ministre Rosalie Matondo en a donné les contours, en disant que *«l'attribution de ces terres à nos partenaires dans le cadre du bail emphytéotique qui vient d'être signé, est un travail conjoint et efficace. L'objectif de séquestration de carbone estimé à plus de 30 millions de tonnes équivalent-carbone dans le cadre du Projet Jaca-Mbé pour la période 2024-2050, est une contribution majeure de notre pays, au titre des solutions basées sur la nature. Au plan économique, ce projet va mobiliser un investissement de l'ordre de 53 milliards de francs Cfa et générer 250 emplois directs et des centaines d'emplois indirects».*

Et le ministre d'Etat Pierre Mabiala d'ajouter, *«nous devons aussi compter avec les investissements privés pour notre économie. Le partenariat public/privé doit gagner en ampleur».* Souhaitons humblement que tout ceci se réalise comme indiqué, pour le bien de nos populations.

Martin BALOUATA-MALEKA

Ministère délégué chargé de la réforme de l'Etat

Luc-Joseph Okio a installé les deux nouveaux directeurs généraux nommés

Luc-Joseph Okio, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat, a installé dans leurs fonctions, vendredi 2 décembre 2022, à Brazzaville, le directeur général de la modernisation, Fred Rychel Guembot, et le directeur général de l'évaluation des réformes, Sagesse Aimé Ondongo. Ils ont, tous les deux, été nommés par décrets présidentiels, rendus publics au conseil des ministres du 28 octobre 2022. La cérémonie de leur installation officielle s'est déroulée en présence des cadres et agents du Ministère délégué en charge de la réforme de l'Etat.

Pour le ministre Luc-Joseph Okio, le champ d'action de son département ministériel est vaste et varié. Ce qui justifie la création, en son sein, de deux directions générales, pour fluidifier le travail et répondre avec promptitude aux différentes sollicitations publiques, en vue de la mise en œuvre harmonieuse de la réforme de l'Etat.

Luc-Joseph Okio a saisi cette opportunité pour rappeler à l'ensemble des cadres sous sa tutelle que les deux nominations traduisent la continuité du travail engagé il y a 18 mois.

Le ministre Okio (au milieu) et les deux directeurs généraux.

Il a rappelé quelques attributions de son département ministériel au sujet desquelles les deux directeurs généraux sont attendus aux résultats. Entre autres: exécuter, par délégation et sous l'autorité du Premier ministre, chef du gouvernement, la politique de la Nation dans le domaine de la réforme de l'Etat; initier, pré-

(Suite en page 8)

Congo

Après Pointe-Noire, Brazzaville les pieds dans l'eau !

Brazzaville, ville de 2,5 millions d'habitants située à 4 degrés au Sud de l'équateur, à 320 mètres d'altitude, connaît un climat tropical, avec une saison sèche allant de juin à septembre et une saison des pluies d'octobre à mai, qui se distingue par deux périodes pluvieuses en mars-avril et en novembre-décembre. Actuellement, on est dans la période pluvieuse de novembre-décembre. Ainsi, la pluie qui est tombée dans la capitale, le vendredi 26 novembre 2022, en mi-journée, était abondante et a provoqué des inondations dans plusieurs quartiers des arrondissements de Bacongo, Poto-Poto, Moungali, Ouenzé, Talangaï et Mfilou. Rues et avenues tout comme des habitations étaient transformées en étangs, ruisseaux, lacs ou rivières.

Quartier inondé à Bacongo.

Après Pointe-Noire, la capitale économique, le 6 novembre dernier, le tour est revenu à Brazzaville, la capitale politique, le 26 novembre, de subir le phénomène d'inondations. Les citadins de la capitale ont eu les pieds dans l'eau. A l'heure des smartphones, beaucoup d'entre eux se sont amusés à filmer leur drame (rue ou maison inondées) et à partager les images et les vidéos sur les réseaux sociaux.

Il est vrai que le phénomène des inondations n'est pas propre au Congo ni à l'Afrique. Partout, dans le monde, les catastrophes naturelles se manifestent (pluies abondantes, cyclones, tremblement de terre, inondations, glissement ou éboulement de terrain, érosions, sécheresse, fonte des glaces, etc). Elles sont de plus en plus expliquées par les changements climatiques. Si ailleurs, les populations victimes de ces catastrophes naturelles sont assistées, au Congo et dans la plupart des pays africains, elles sont souvent abandonnées à leur triste sort.

Brazzaville est une agglomération construite dans une zone pluvieuse, avec un taux d'humidité moyen de 81% d'hygrométrie. Les précipitations y atteignent 1.345 millimètres par an, un niveau qui signifie qu'elles sont très abondantes. Rien qu'au mois de novembre, elles se situent à 225 millimètres (la hauteur de la quantité d'eau tombée sur une surface d'un mètre-carré). Une agglomération dans une telle zone pluvieuse intègre systématiquement la canalisation et le drainage des eaux de pluie.

Or, de manière générale, les villes congolaises souffrent d'une expansion géographique anarchique et l'urbanisation suit très faiblement. Il est difficile d'exécuter les plans directeurs de développement urbain. Ainsi, la voirie de Brazzaville souffre d'un grand déficit de canalisation des eaux de pluie. Et même quand les canalisations sont construites, elles ne sont pas au niveau de capacité à supporter les périodes de grandes pluies. Les eaux débordent vite et s'accumulent pour provoquer des inondations. Le phénomène est cyclique, chaque année et ne diffère que suivant le niveau de gravité. L'Etat essaie de réaliser quelques chantiers, comme l'aménagement des collecteurs naturels des ruisseaux Madoukou et Mfoa. Autant dire que les collecteurs naturels que sont les ruisseaux et les rivières sont aménagés et entretenus. Les avenues goudronnées disposent de petites canalisations. Mais, pour l'essentiel, c'est à la débrouillardise des citadins. Ce qui explique l'état de la ville à travers les images prises en saison de pluies.

En principe, chaque année, l'Etat ne doit pas se lasser à financer des projets d'urbanisation et doter les municipalités de capacités techniques et financières d'entretenir et de réparer les ouvrages urbains. Mais, quand on voit même le système de ramassage des ordures, il y a de quoi se dire que le salut n'est pas pour demain. Les villes congolaises s'agrandissent, mais leur gestion ne suit pas efficacement. Dans ces conditions, les phénomènes comme les inondations ont encore de beaux lendemains, au grand dam des populations.

Jean-Clotaire DIATOU

Ministère de l'économie et des finances

Jean-Baptiste Ondaye a défini ses orientations stratégiques de travail

Nommé ministre de l'économie et des finances dans le gouvernement Makosso 2, le 24 septembre 2022 et installé dans ses fonctions le 27 septembre, Jean-Baptiste Ondaye a fait une communication à l'endroit des responsables des organes techniques sous tutelle de son département ministériel, lors d'une rencontre de prise de contact, samedi 26 novembre 2022, au Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, à Brazzaville. Cette communication a porté sur les principaux enjeux et défis du Ministère de l'économie et des finances et sur les orientations stratégiques en vue de relever les défis auxquels fait face le Ministère de l'économie et des finances. Trois jours avant le message présidentiel, Jean-Baptiste Ondaye avait déjà fait de la lutte contre les anti-valeurs, un de ses axes stratégiques de travail. Voici l'intégralité de sa communication.

Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'économie et des finances, prononçant sa communication.

«Avant de vous livrer l'objet ayant motivé la présente rencontre, je me dois de vous signaler que dans 48 heures, nous allons célébrer la Journée de la République, qui nous rappelle le passage de notre cher et beau pays au statut de république: c'est la naissance de la République du Congo, le 28 novembre 1958. Ainsi, je saisis la présente occasion pour vous offrir par anticipation, mes souhaits d'une bonne et heureuse fête de République!

Une vue des participants.

Désormais, la feuille de route est tracée.

Mesdames, Messieurs,

Cet acte du Chef de l'Etat fait suite à la mise en place, le 24 septembre 2022 de l'équipe gouvernementale actuelle. Maintenant que notre champ d'actions est désormais cerné, il m'a paru opportun et utile que nous puisons avoir cette prise de contact. D'aucuns diraient que c'est classique, c'est habituel. Mais, au-delà de ce qui pourraient être assimilé à un simple formalisme administratif, il y a nécessité, pour vous et nous, de savoir comment mettre le pied à l'étrier avec plus de précision.

Ainsi, c'est dans le souci de voir chacun de vous emprunter la voie qui conduit à l'efficacité, pour des résultats probants de notre action commune, dès l'entame de notre mission, que ma communication de ce jour portera sur:

- les principaux enjeux et défis du Ministère de l'économie et des finances;
- les orientations stratégiques en vue de relever les défis auxquels fait face le Ministère de l'économie et des finances.

Avant de poursuivre mon propos, je voudrais vous signaler que des orientations spécifiques assorties de directives d'actions opérationnelles bien ciblées, vous seront données au cours des rencontres ultérieures que j'aurai avec vos structures prises individuellement. Aujourd'hui, il est donc question de fier le cap de notre action commune, afin que chacun, dans l'exercice de ses fonctions, s'engage à donner pleinement satisfaction. Sans hésitation et sans atermoiement, les acteurs de la transformation économique que nous sommes avons le devoir de vaincre l'immobilisme et d'agir dans le sens de l'intérêt général, chaque fois réitéré par Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Laissez-moi vous rappeler avec force et détermination que nos actions doivent converger vers l'atteinte de l'objectif principal de la politique économique, celui de favoriser la création de richesse et d'organiser équitablement leur répartition. Cela étant dit, comme indiqué plus haut, je vais maintenant m'appesantir sur les principaux enjeux et défis du Ministère.

A cet effet, le décret n°2022-1880 du 21 novembre 2022, relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances, met à notre disposition les moyens techniques en vue d'affronter les nombreux défis qui nous attendent notamment:

1- le défi de la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre du Plan National de Développement 2022-2026 ainsi que du fonctionnement optimal de l'Etat.

2- le défi de l'accélération de la diversification de l'économie nationale;

3- le défi du désendettement et de la viabilisation de la dette de l'Etat;

4- le défi de l'exécution du programme conclu avec les institutions financières nationales au titre de la Facilité Elargie de Crédit 2022-2024;

5- le défi de l'exécution du plan de résilience sur la crise alimentaire 2022-2023;

6- enfin, le défi de la rationalisation de la gouvernance économique et financière.

Ce sont-là autant de défis qui exigent de chacun de vous -de chacun de nous- un sens élevé du devoir, une détermination et un professionnalisme à toute épreuve. Pour ce faire, je voudrais décliner, à votre endroit, quelques orientations à savoir:

- orientation numéro un: l'obligation de performance et de résultats.

L'obligation de performance et de résultats est liée à un certain nombre d'actions à réaliser portées par des axes d'orientation bien identifiés. Comme je venais de le faire noter tout à l'heure, les orientations stratégiques avec les directives d'actions opérationnelles qui les sous-tendent feront l'objet des développements spécifiques au cours des rencontres que j'aurai avec vos structures respectives, au moment opportun.

Photo de famille devant le perron du Minisère des affaires étrangères, après la rencontre.

En attendant, il convient de souligner que l'obligation de performances et de résultats conduira à l'établissement des contrats de performance, lesquels contrats permettront aux animateurs des structures que vous êtes, de fournir des prestations de qualité sur la base des cadres logiques bien conçus et maîtrisés ainsi que d'autres supports de pilotage à élaborer.

- Orientation numéro deux: la lutte contre les anti-valeurs en d'autres terme la lutte contre les mauvaises pratiques, les déviances de toute nature.

Dans une administration publique comme l'est le Ministère de l'économie et des finances, aucune performance louable, aucun résultat positif significatif ne peut être possible, si les lois et les règlements de la République ne sont pas les référentiels de notre action au quotidien, si les règles éthiques et morales qui fondent la société ne sont pas observées par les commis de l'Etat et si le bon sens ne nous accompagne pas dans notre manière de penser et d'agir. Crédo cher à Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, la lutte contre les formes de déviance administrative doit être notre cheval de bataille à tous les niveaux du Ministère de l'économie et des finances. J'y veillerai personnellement.

- Orientation numéro trois: promotion de l'esprit d'équipe

C'est le mode d'organisation du travail qui a l'avantage d'être participatif, inclusif. A ce titre, il vise une meilleure cohésion entre les différents acteurs concernés, en vue d'atteindre les objectifs escomptés. Je vous demande, vivement de faire usage des vertus de ce mode d'organisation du travail.

- Orientation numéro quatre: la nécessité de disposer d'une feuille de route relative aux activités à court, moyen et long termes.

Afin d'éviter toute navigation à vue, chacun de vous doit mettre en place un dispositif de pilotage appuyé par des supports de suivi et évaluation des activités fondées sur les orientations opérationnelles qui vous seront déclinées ultérieurement. Au centre de ces supports se trouve la matrice d'actions qui devra être chiffrée sur le court, le moyen et le long terme.

- Enfin, orientation numéro cinq: l'évaluation périodique des activités programmées. Cette évaluation sera trimestrielle, sous la coordination de l'Inspection générale des finances qui en produira les rapports. Un tableau de bord du suivi-évaluation des activités ou des réformes sera mis à la disposition de chacun de vous, pour une auto-évaluation permanente.

Avant de terminer, j'aimerai souligner que j'attache du prix à la qualité et à la fluidité des relations verticales et horizontales entre les principaux animateurs des organes techniques que vous êtes, d'une part, entre vous et le ministre que je suis d'autre part.

A cette fin, des réunions sectorielles seront régulièrement convoquées par mes soins suivants les modalités à déterminer.

Mesdames, Messieurs,
Chers collaborateurs,

Vous venez d'être édifiés sur les actions que nous sommes appelés à engager ensemble. Vous venez également d'être nantis des balises qui nous guideront, ensemble sur la voie de la bonne gouvernance, de la performance et du succès recherchés. Cela suppose le respect des engagements pluriannuels, véritable gage de crédibilité. C'est ce qui va conforter le crédit que les partenaires techniques financiers accordent à notre pays.

Il vous revient de ne pas ralentir l'intensité des réformes structurelles en cours. C'est aux cadres que vous êtes d'agir quotidiennement en vue de rendre possible la stabilisation économique à travers vos propositions de solutions. Je vous exhorte à agir dans le sens de la bonne dépense publique. C'est sur cette exhortation que je vous renouvelle mes vœux républicains à l'occasion de la commémoration, dans 48 heures, de la Journée de la République, tout en vous souhaitant bon travail à toutes et à tous ! Et rendez-vous aux résultats! Je vous remercie.

Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba d'Oyo

La Fondation S.n.p.c a fait don d'équipements, de consommables d'hémodialyse et de forages d'eau potable

Au nom de Maixent Raoul Ominga, président de la Fondation S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo) et directeur général de la S.n.p.c, le secrétaire général de ladite fondation, Marie-Joseph Letembet, a procédé, samedi 26 novembre 2022, à Oyo (Département de la Cuvette), à la remise d'un don d'équipements (téléviseurs, colonnes de froid), de consommables d'hémodialyse et de trois forages d'eau potable dont un réhabilité, à l'Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba d'Oyo. Ce don a été réceptionné par Gaston Yoka, président du Conseil municipal et maire de la ville d'Oyo, qui l'a remis à William Gildas Goma, directeur de la gestion des malades, assurant l'intérim du directeur général de l'hôpital, Jean-Raoul Chocolat. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de l'Hôpital de base Mama Mouébara d'Oyo, de la délégation de la Fondation S.n.p.c, des cadres et agents de l'Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba, etc.

La façade principale.

En ce qui concerne les consommables d'hémodialyse, le secrétaire général de la Fondation S.n.p.c a indiqué que cette dernière avait reçu une sollicitation de l'Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba, qui était constamment en rupture de stocks. En réponse à cette demande, la Fondation S.n.p.c a cherché à faire mieux, en faisant une couverture de plus d'une année de traitement d'hémodialyse, avec 3.500 kits faisant un tonnage de 35 tonnes.

Remise d'un kit de consommable d'hémodialyse par Marie-Joseph Letembet (à droite) à William Gildas Goma.

Le dispositif technique de filtrage et d'auto-fonctionnement des forages de l'Hôpital général Elbo.

Une vue des appareils offerts.

Devant le besoin croissant qui se présente à cet unique établissement hospitalier public du Congo disposant d'un équipement fiable pour le traitement de l'insuffisance rénale et au regard de l'augmentation du nombre des patients qui viennent du Congo et d'ailleurs, la Fondation S.n.p.c a procédé, rapidement, à l'importation, par fret aérien, de 350 kits, représentant un échantillon de 2 tonnes, en attendant la livraison du grand lot. *«Il reste près de 3.160 kits qui sont en train de voguer à destination de Pointe-Noire, pour que cela soit complété, et procéder à la couverture d'au moins une année de traitement pour nos frères et nos sœurs malades…»*, a fait savoir Marie-Joseph Letembet.

Gaston Yoka remettant le kit à William Gildas Goma.

Après avoir reçu le don, William Gildas Goma a expliqué que *«la prise en charge des malades souffrant d'insuffisance rénale est très onéreuse… Et la rupture des consommables diminue sinon réduit, exponentiellement, la survie des malades…»*. Et de conclure: *«A travers ce don, nous avons à la fois un soulagement moral, social et financier»*.

La séance d'hémodialyse dure au moins 4 heures. C'est ainsi que pour le confort des malades dans cette unité d'hémodialyse, 4 postes téléviseurs ont été remis, 3 kits armoires, des chaises seront complétées dans la salle d'attente.

Pour pallier le problème de délestage de l'électricité, la Fondation S.n.p.c s'est adressée au directeur général de la société E2C (Energie électrique du Congo), pour que cet hôpital bénéficie d'une connexion exceptionnelle. Le directeur général de cette société a rassuré que sous peu, l'Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba sera à l'abri des délestages d'électricité.

La Fondation S.n.p.c a, également, procédé à la remise officielle de deux forages construits et un forage réhabilité, le tout par l'entreprise Working business Congo (W.b.c), sur financement de la S.n.p.c. Le premier forage a une profondeur de 80 mètres, avec un débit de 18 mètres-cubes d'eau par heure. Il est doté d'une pompe immergée d'une puissance de 5,5 kilowatts. Le deuxième forage a une profondeur de 70 mètres, une pompe immergée de 2,2 kilowatts, pour un débit de 12 mètres-cubes d'eau par heure. Il sert exclusivement à l'Unité d'hémodialyse. On y a installé 4 pompes centrifuges interconnectées avec filtres et un système de fonctionnement automatique, prenant de l'eau dans les cuves de stockage interconnectées, pour alimenter les appareils d'hémodialyse.

Le forage réhabilité, qui alimente la grande bâche de l'hôpital, a été doté d'une pompe immergée d'une puissance de 4 kilowatts, pour un débit de 15 mètres-cubes d'eau par heure, en remplacement de l'ancienne pompe qui n'avait qu'une puissance de 2,2 kilowatts. Il est aussi doté d'un système de traitement d'eau et d'automatisation de fonctionnement.

Rappelons qu'avant ce don, la Fondation S.n.p.c avait offert deux ambulances neuves et un lot important de médicaments à l'Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba d'Oyo.

Joseph MWISSI NKIENI
(De retour d'Oyo)

Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales

Renouveler l'engagement des O.s.c sur la promotion des droits de l'enfant au Congo

Le Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales que dirige Céphas Germain Ewangui, sous le patronage d'Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa, ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire, a célébré en différé, mardi 29 novembre 2022, dans l'amphithéâtre du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, à Mpila (Brazzaville), le 33ème anniversaire de la convention relative aux droits de l'enfant, en présence d'Andrés A. Lopez, représentant adjoint de l'Unicef au Congo.

Instituée en 1954 par les Nations unies, la Journée mondiale de l'enfance est célébrée le 20 novembre de chaque année, afin de promouvoir le respect et les droits des enfants. A Brazzaville, elle a été commémorée en différé par le Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales, sous le thème: *«Société civile: plaidoyer et actions pour la promotion des droits de l'enfant»*. Une centaine d'élèves du primaire et du secondaire étaient présents à cette rencontre.

Photo de famille à la fin de la cérémonie.

Céphas Germain Ewangui, secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales, a justifié l'organisation de cet événement dans le but de contribuer au soutien des efforts des pouvoirs publics dans la promotion et la protection des droits de l'enfant. Pour lui, cette rencontre n'était pas une occasion de faire le procès de quiconque, mais une opportunité donnée *«aux uns et aux autres, particulièrement aux leaders et acteurs de la société civile, de s'imprégner des différents instruments juridiques et politiques… à toutes fins utiles»*, a-t-il souligné.

Les acteurs de la société civile ont aussi été invités à s'approprier les différents outils mis à leur disposition à travers le P.n.d (Plan national de développement) 2022-2026, l'agenda 20-30 sur les objectifs du développement durable, pour défendre ou protéger l'enfant.

L'autre objectif de la rencontre visait à *«renouveler ensemble les engagements de chaque partie prenante, quant aux efforts à consentir en vue de transformer, dans la mesure du possible, toutes ces nobles aspirations en une réalité sociale»*, a fait savoir Céphas Germain Ewangui.

Pour sa part, le représentant adjoint de l'Unicef a évoqué cinq principes directeurs qui sont à mettre en branle, pour permettre à la société civile congolaise de bien accomplir ses missions: l'engagement de renforcer les capacités nationales (pour une société civile formée et engagée); la redevabilité (l'Unicef renforce les capacités de la société civile, celle-ci s'emploie à travailler pour le respect des droits de l'enfant…); la gestion axée sur les résultats; la complémentarité et la rentabilité dans le partenariat entre les organisations de la société civile et les organisations des Nations unies en charge de l'enfance.

Pour mieux sensibiliser les participants au respect des droits de l'enfant, les enfants présents à cette activité ont eux-mêmes, à travers des scènes de théâtre, édifié l'assistance sur les différentes lois et conventions relatives à la promotion et à la protection de l'enfant, votées et ratifiées par le Congo.

Joseph MWISSI NKIENI

Représentant de l'O.m.s au Congo

Don de ballons au Complexe scolaire Révolution Gampo-Olilou

Lucien Alexis Manga, représentant de l'O.m.s au Congo, a procédé, mercredi 30 novembre 2022, à la remise de ballons, au Complexe scolaire Révolution Gampo-Olilou, dans le 5ème arrondissement, Ouenzé, à Brazzaville, pour appuyer le développement du sport dans cet établissement scolaire. Le don a été réceptionné par Mme Régine Tchicaya Oboa, directrice de cabinet du ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, en présence des responsables de l'enseignement, dont Alain Claude Dangokama, directeur départemental de l'enseignement à Brazzaville, ainsi que de nombreux élèves.

Les officiels avec deux élèves avec un ballon en mains.

L'O.m.s recommande la pratique d'activités physiques chez les enfants et les adolescents. Le manque d'exercice physique augmente le risque de décès par des maladies non transmissibles. L'activité physique est aussi importante pour les personnes âgées, les personnes vivant avec handicaps et celles qui souffrent de cancers, de diabète de l'hypertension artérielle et des séquelles d'A.v.c.

A cela, il faut ajouter une alimentation saine qui contribue à protéger contre la malnutrition et les maladies non transmissibles. Le sport éloigne aussi du tabagisme, de l'usage nocif de l'alcool et de l'addiction aux drogues. Remettant le don, Lucien Alexis Manga a adressé un message aux élèves. *«Ce geste, c'est pour vous accompagner et nous vous encourageons à faire du sport: le football, mais aussi tous les autres sports. J'espère que ces ballons bénéficieront à des centaines de jeunes dans Brazzaville et, ensemble, nous allons continuer à nous battre, pour que chacun d'entre vous se sente le mieux possible, car notre raison d'être, c'est votre bien être»*, a-t-il déclaré.

A son tour, Mme Régine Tchicaya Oboa a exprimé ses sentiments de joie en recevant le don de ballons. *«C'est avec un grand plaisir que je reçois ces ballons qui nous sont offerts par l'O.m.s qui prend soin de nos enfants et qui a le souci de leur santé. Je conseille aux enfants de faire bon usage de ce don et de pratiquer le sport, pour améliorer leur état de santé»*, a-t-elle fait savoir.

Martin BALOUATA-MALEKA

Lettre de Yakamambu

Mboté, mon très cher ami Mbulunkwé !

Nos amis communs Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu ne savent plus à quel saint se vouer. A les en croire, il leur arrive, chaque jour, de constater que le mal, la misère, la pauvreté, la clochardisation, la haine, l'injustice et toutes les autres anti-valeurs ne font que s'enraciner dans les cœurs de nous les Congolais. Elles pèsent de plus en plus sur la vie actuelle et semblent fermer les voies de l'avenir qui devient incertain.

D'autre part, dans notre pays, la mort arrive plus vite que l'ambulance; perdre son téléphone portable y est plus douloureux que la dignité; les vêtements et les véhicules 4X4 y déterminent la valeur d'une personne; la loyauté ne semble plus y exister entre amis; ces derniers deviennent envieux et jaloux; l'argent y est devenu le symbole de l'arrogance; la liberté, la justice et l'égalité, le vivre-ensemble, l'unité, le travail, la paix et le progrès y sont devenus de simples slogans creux et non suivis d'effets; les vices et les défauts y sont devenus des qualités; enfin, la trahison et le «ngonguisme» y sont intelligents et la pauvreté un défaut.

Ils se demandent qui arrêtera ces maux qui minent actuellement la société congolaise? Qui transformera nos consciences et qui y fera naître l'amour? La puissance de ce dernier n'est-elle pas plus forte que les anti-valeurs et les maux ou les défauts qui menacent notre société? Notre société serait-elle devenue, comme l'a dit Benoît XVI «une société où ne règnent que l'arbitraire du pouvoir, les intérêts égoïstes, l'injustice et l'exploitation, la violence dans chacune de ses expressions»?

Enfin, avec Barack Obama, Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu affirment *«la réponse de notre génération à ce défi sera jugée par l'histoire, car si nous ne parvenons pas à y faire face ensemble rapidement et avec audace, nous risquons de condamner les générations futures à une catastrophe irréversible»*. Qui plus est, il est on ne peut plus dangereux d'hypothéquer l'avenir au présent. Comprenne qui pourra.

Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

(Suite de la page 5)

parer et proposer des mesures en vue de la modernisation de la structure, du fonctionnement et du rôle de l'Etat; étudier, examiner et accompagner les actions de réformes sectorielles proposées ou menées par les départements ministériels et les collectivités locales; concevoir les outils de suivi et d'évaluation des performances des politiques; assurer le suivi et la vulgarisation des actions de réformes menées par les départements ministériels, les établissements publics administratifs et les collectivités locales.

Le ministre Okio a, en outre, exhorté ses collaborateurs à la mise en place des synergies en vue de la cohésion de l'équipe. Et cela commence par le respect de la hiérarchie. Pour cela, il a lancé un vibrant appel au ressaisissement de chaque agent et cadre. *«Chacun, dans le respect irréprochable de la hiérarchie, doit se sentir concerné par l'accomplissement des missions dévolues à ce département, en vue de la réalisation des objectifs du projet de société du Président de la République»*, a-t-il souligné.

Les deux directeurs généraux nommés ont remercié le Chef de l'Etat et le Premier ministre pour «la confiance qu'ils ont bien voulu placée en leurs personnes». Mais aussi le ministre délégué Okio qui les a proposés à ces postes. Ils se sont engagés, chacun en ce qui le concerne, à œuvrer à la réforme de l'Etat, pour qu'enfin voit le jour, «un Etat fort au service de ses administrés».

La cinquantaine révolue, Fred Rychel Guembot, nouveau directeur général de la modernisation, est un administrateur en chef des Saf de 8ème échelon. Le directeur général de l'évaluation des réformes, Sagesse Aimé Ondongo, est quant à lui agé d'une trentaine d'années. Il est docteur en droit international et enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi.

Joseph MWISSI NKIENI

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain. Je m'abonne!

Tél.05 543.82.76/ 06 662.37.39

F.a.f.a (Fédération des architectes francophones d'Afrique)

Les architectes africains appelés à réparer et repenser les villes africaines

La F.a.f.a (Fédération des architectes francophones d'Afrique), en collaboration avec l'O.a.c (Ordre des architectes congolais), a organisé, le 26 novembre 2022, à l'Hôtel Radisson Blu, à Brazzaville, ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire, sous le thème: *«L'architecture pour le bien-être: réparer la ville»*. C'était sous le patronage de son président, José-Luis Cortes Delgado, en présence du président de l'Union internationale des architectes, Fodé Diop, de la présidente de l'Alliance des architectes francophones, Sehinabou Yolande Doukouré, du président de l'O.a.c, le député Antoine Béli Bokolojoue, et des étudiants de l'Université Denis Sassou-Nguesso inscrits en urbanisme et en architecture.

Les responsables des organisations des architectes au niveau mondial, africain et du Congo. On reconnaît à l'extrême gauche Antoine Béli Bokoloujoué, président de O.a.c.

Les assemblées générales de la Fafa ont permis de mettre en place les nouvelles instances dirigeantes. Ainsi, la présidente sortante, l'Ivoirienne Sehinabou Yolande Doukouré, a été confirmée à la tête du conseil d'administration de sept membres pour un nouveau mandat de trois ans. La vice-présidence chargée du genre et de l'insertion des jeunes architectes a été confiée au Congolais Gervais Aurélien Dibantsa et le siège de cette organisation a quitté la Tunisie pour le Benin.

A la cérémonie d'ouverture présidée par le député maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, cinq allocutions ont été prononcées. Pour Antoine Béli Bokoloujoué qui s'est réjoui de la tenue de cet événement dans la capitale congolaise, *«Brazzaville, comme d'autres villes de la sous-région, fait face à un double défi, celui de maîtriser l'extension de l'espace urbain, lié à la croissance démographique»*.

José-Luis Cortes Delgado a réaffirmé le thème des assemblées générales. *«Nous avons besoin des architectures pour rebâtir nos villes»*, comme après la Seconde guerre mondiale, quand en 1948 fut créée l'Union internationale des architectes, a-t-il fait savoir.

«La F.a.f.a a été créée pour faire la promotion de l'architecture et des architectes utilisant le français comme langue de travail. Elle compte aujourd'hui 18 pays membres, ce qui lui confère une envergure crédible, au service de la communauté, des architectes et de leurs ordres et associations, avec pour ambition de s'assurer de la qualité de nos villes et de la formation initiale à travers des mises à niveau perpétuelles à caractère scientifique, à travers nos assemblées générales», a rappelé Fodé Diop.

«L'architecte est une profession ressource, une compétence reconnue par des textes. Il travaille avec des ingénieurs, des urbanistes, des écologistes, des juristes et des médecins, pour trouver des solutions et des méthodes d'analyse. Le dérèglement climatique a entraîné plusieurs dommages. L'urbanisme et l'architecture sont deux métiers qui doivent nous permettre de repenser nos villes», a déclaré Mme Sehinabou Yolande Doukouré.

«Le choix du thème du forum n'est pas fortuit. Il répond non seulement au cadre général des O.d.d, mais aussi à la politique générale d'urbanisme pour laquelle le Président de la République Denis Sassou-Nguesso s'emploie, pour améliorer l'attractivité de nos villes et le bien-être des populations congolaises». «C'est dans cette perspective que nous avons décidé de confier la réflexion sur nos cités urbaines aux professionnels de la ville», a déclaré le maire Dieudonné Bantsimba dans son allocution d'ouverture.

Le thème de la rencontre était développé par Fodé Diop, Sehinabou Yolande, Antoine Béli Bokolojoue, Jean-Philippe Badinga, Leyla Ben Jeddou et Mohammed Abdelh Halim Faidi, dans une modération d'Aimé Césaire Mbra. Le principe étant que c'est l'homme qui gâte la ville, c'est donc lui qui doit la réparer.

Si le travail des architectes n'est pas valorisé, la ville ne sera pas réparée. La ville est un milieu physique, une cité. Pour les architectes, il la faut conceptualiser pour qu'il y fasse beau vivre. Il faut cesser avec l'occupation anarchique des terrains dans les villes. Les pouvoirs publics doivent y veiller, afin d'éviter les catastrophes naturelles comme les éboulements de terrain, les érosions et les inondations.

Lorsqu'on observe une ville, il y a une question liée au choix des matériaux et une inadéquation de la ville avec notre mode de vie actuel. Donc, il faut adapter la ville aux défis actuels et ceux du futur. Il faut diversifier les activités des habitants dans une ville. Des conseils ont été aussi aux architectes par rapport à leur métier, dans le développement des villes. Bref, le rendez-vous de Brazzaville a été un grand moment de réflexion sur le rôle de l'architecte sur l'avenir des cités urbaines africaines.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

A.f.d Congo (Agence française de développement)

Accompagner les initiatives de développement humain pour sauver la société

Dans le but de promouvoir ses actions de développement au Congo, l'A.f.d (Agence française de développement) a organisé, vendredi 25 novembre 2022, à son siège de Brazzaville, un petit-déjeuner d'échange avec des journalistes de la presse nationale et internationale, sous le patronage du directeur général de l'A.f.d Congo, Maurizio Cascioli, en compagnie des chargés de missions, Aurelien Babingui et Rohen D'Aiglepierre. Au cours de cette rencontre, les échanges ont porté sur les actions financières réalisées par cette institution en matière de développement humain.

Pendant le petit-dejeuner d'échange.

L'A.f.d continue de jouer pleinement son rôle de facilitateur dans le financement de divers projets au Congo. Depuis plusieurs années, soutient des projets dans les domaines de l'éducation, la formation des jeunes ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables au Congo. Dans le cadre du projet Ames d'une durée de quatre ans (2020-2024), visant à contribuer à la modernisation du système d'enseignement supérieur congolais, l'A.f.d a initié des formations sur la pédagogie universitaire et le montage des projets. Elle a construit un centre multiservices de valorisation des bio-ressources et financer 14 projets.

Par ailleurs, cinq C.e.f.a (Centres d'éducation de formation et d'apprentissage) ont été rénovés et équipés dans l'exécution du projet Arcefa, permettant la qualification de mille jeunes par an sur les métiers du bâtiment, de l'industrie et des services. Ce projet est financé à 8 millions d'euros pour une durée de cinq ans (2020-2025).

Répondant aux préoccupations des journalistes sur les conditions d'accès aux Cefa, Aurelien Babingui a souligné que pour y accéder, *«il faut être jeune, pas forcément de nationalité congolaise, mais résidant dans le pays, dont l'âge varie entre 16 à 24 ans et avoir un niveau d'étude au minimum en classe de Troisième. Et la formation est gratuite»*, a-t-il déclaré. Pour ce qui est des personnes vivant avec handicap, les Cefa prennent en compte les situations moins graves, car ne disposant pas de matériels adéquats.

S'agissant des résultats des projets *«Parfts»* et *«Lisungi»* axés sur la formation des travailleurs sociaux pour l'un et la mise en œuvre d'un programme national de filets sociaux pour l'autre, que l'A.f.d a accompagnés entre 2013 et 2022, Rohen D'Aiglepierre a souligné que les objectifs ont été atteints. *«On a accompagné près de 4.000 ménages pendant trois ans et on a des résultats assez convainquants»*, a-t-il déclaré, tout en espérant que les modalités du Projet Lisungi puissent être reprises par le gouvernement.

Pour sa part, Maurizio Cascioli a affirmé que *«l'A.f.d accompagne une quinzaine d'O.n.gs au Congo dans plusieurs secteurs, avec la nécessité de faire en sorte que la société civile soit au premier plan de nos actions»*.

Signalons que l'Agence française de développement a facilité la construction, en 2009, de l'I.n.t.s (Institut national de travail social) à Bacongo. Une structure publique qu'elle a financée pour un coût global de 4 millions d'euros. Celle-ci a déjà formé 200 diplômés dont 22 au niveau master. *«Le projet Téléma»*, d'une durée de cinq ans (2019-2023), pour opérationnaliser la politique nationale d'action sociale, fait aussi partie des initiatives soutenues par l'A.f.d.

Roland KOULOUNGOU

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction :
Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction :
Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages :
Tornade

Mettre fin à plus de 60 ans de mésentente, car les Congolais ont un destin commun

Les malheureux événements de 1959, 1997 et 1998 sont des fautes gravissimes. Le Congo apparaît comme République en 1958. Son indépendance, qui apparaît dans le concert des Nations en 1960, correspond à l'effondrement de l'empire français devant le théâtre des événements de la guerre d'Algérie. Il est ridicule, aujourd'hui, de faire comme si le combat mené pour l'indépendance du Congo n'avait pas de sens, sans but. A première vue, les Congolais ne réalisent pas que la nationalité congolaise se présente, aujourd'hui, comme radicalement privée de patriotisme. Il n'est pas sans signification que chacun y mette du sien, pour créer un lieu de passage.

Par Joseph Badila.

On peut définir chaque citoyen comme celui qui cherche d'aller vers les autres, en vue de construire une Nation. C'est une recherche permanente qui implique déjà une première réponse. Aussi, est-il ridicule, aujourd'hui, de croire que quelques privilégiés de la République, refléteraient une tendance significative de l'opinion publique congolaise.

C'est en 1991, au moment de la C.n.s (Conférence nationale souveraine), que les Congolais et les Congolaises ont beaucoup fait pour accélérer le processus d'une conscience nationale. Le Congo d'aujourd'hui n'a pas su tirer profit des résolutions de la C.n.s. Dans l'opinion publique congolaise, l'esprit de la C.n.s s'est effacé. Le bon sens voudrait que les acteurs politiques et la société civile décident du retour du bon sens dans tout le pays. Le bon sens voudrait que le pouvoir congolais rentre en lui-même. C'est dans lui-même, c'est-à-dire dans le pouvoir qu'habite la solution des Congolais et des Congolaises.

A la lumière de ce retournement, une première conclusion s'impose: il ne faut pas ignorer que la crise politique de toute notre époque provient, en grande partie, de la séparation du patriotisme et de la raison. Le rapport actuel entre patriotisme et raison demande un effort de transcendance, parce que le patriotisme et la raison se sont tous les deux appauvris et se sont affaiblis l'un en face de l'autre. Il est illusoire de penser que la citoyenneté sans patriotisme peut sonder les grands fonds la République. Il est dans la nature du citoyen de rendre compte du primat des intérêts collectifs ou du bien général, sur l'intérêt particulier.

Par voie de conséquence, le citoyen est à la fois un bon citoyen et un être fortifié de toute la puissance commune: selon le discours de philosophie politique, le citoyen est l'homme incité à la prise en compte du bien public, recevant en échange la protection du public pour ses droits. Pour cela, le terme peuple doit devenir un concept important de la pensée politique, pour donner de la vigueur à la République. Des questions se posent alors: peut-on faire l'éloge d'un particularisme qui n'a pas été à la réussite au cours de ces soixante dernières années? Comment traiter des réponses qui touchent au sens du vivre-ensemble sans s'ouvrir sur le patriotisme? Comment on fait pour galvaniser le désir, l'amour du pays. Nous déjouons trop pour défendre la patrie. Comment une telle inconscience?

Ne pas oublier notre culture et notre histoire

D'un point de vue politique, je parlerai d'une mésentente historique. Alors, la même question revient: Que faire pour éviter une longue période d'embourbement? Comment, 32 ans après la chute du mur de Berlin, a-ton pu, malgré le pétrole, le bois, les hommes, les femmes en arriver là où nous sommes? Il n'y a pas quatre chemins. Si le tribalisme, l'égoïsme, la mauvaise gouvernance restent aussi ancrés dans l'univers congolais que leurs contraires, nous oublierons notre culture et notre histoire.

Comme disait Jacques Attali, «l'Utopie est le dessin d'une société idéale. Elle ne se confond pas avec le mythe, qui entretient la mémoire d'un passé imaginaire… Elle n'est pas non plus un programme ni une idéologie, ni une stratégie de prise de pouvoir. Elle est volonté de modeler l'image de la société à partir d'un idéal éthique, d'une certaine conception de la justice, du bonheur, de l'efficacité, de la responsabilité: admettre le droit à l'utopie, c'est alors admettre le droit à comprendre et à changer».

Je crois, dans le contexte de mésentente qui remonte à 1963, date du grand schisme entre le libéralisme occidental de la première République et le marxisme-léninisme issu de l'ex-Union soviétique, plus que jamais, il faut nous affranchir de ces visions étroites bien illustrées par le grand rabbin de France, Haïm Korsia: «Le mystère d'une œuvre et, peut-être, d'une vie, ne repose-t-il pas justement dans la réalisation de cette multiplicité de possibles, au-delà de toute négation, de tout renoncement, de toute l'indifférence terrible des âmes habituées».

Au lendemain du 64ème anniversaire de la République du Congo, il faut donc accepter de voir ce que rien ne nous interdit de penser, de faire, afin de scruter de nouveaux possibles et ce dans l'intérêt du Congo. Il revient aux intellectuels comme aux politiques de redessiner les nouvelles lignes maîtresses. Ne confondons pas: les hommes passent, mais la patrie cette communauté sociale et politique à laquelle nous appartenons se perpétue.

Par ailleurs, je crois avoir raison de rappeler, aux privilégiés de la République, que leurs premiers soucis doivent être envers les humbles et les déshérités. Le sentiment que la Nation est cet arbre qui, sans cesse, tutoie le ciel, fier de ses racines qui plongent dans le sol et dont l'apport au dialogue, à notre civilisation, est majeur. Nous ne devons pas nous laisser entraîner par des particularismes jusqu'au-boutistes.

Des fautes ont été commises au cours de ces 60 dernières années. Mais, il ne sert à rien de se morfondre à attendre. A nous de comprendre que la République n'est pas un rêve naïf. Pour concrétiser ce rêve, nous devons considérer le patriotisme comme un devoir. Alors la Nation sera un cadre pour élaborer les schémas de la fraternité. Mieux, ce qui vaut pour les Nations civilisées, vaut aussi pour le Congo, c'est-à-dire poser les termes du vrai débat: celui de l'articulation entre Nation, République, Patrie et souveraineté.

Comme disait Natacha Polony, si le «souverainisme» existe, il réside dans le fait de considérer que la souveraineté se confond avec la démocratie. Rien n'avoir, donc, avec un quelconque nationalisme. Il s'agit de proclamer que c'est le peuple assemblé qui décide, en commun, de son destin. Cela ne peut se faire que si la Nation maintient tout son sens, c'est-à-dire que le désir et l'amour du peuple sont concentrés. Nous le voyons aujourd'hui avec l'exemple du peuple ukrainien. Ce peuple fait preuve de patriotisme, de sorte qu'il est condamné à défendre son histoire et sa culture.

Embarquées sur le même «radeau de la méduse»

Le 28 novembre 2022 deviendra-t-il dans nos livres d'histoire le jour où le Congo se mettra à écrire une autre histoire entraînant son peuple vers des destinées plus ouvertes? Et que nous ne serons plus à l'état des questions? Il en restera l'idée que le Congo a tourné la page, que les Congolais ont un destin commun et qu'il faut mettre fin à plus de 60 ans de mésentente. Les ethnies du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest ne seront plus distantes. Elles auront mis fin à leur interminable crise de nerfs. Qu'on le veuille ou pas, toutes ces ethnies sont embarquées sur le même «radeau de la méduse» représenté par le peintre Théodore Géricault tout au début du 19ème siècle. Ce radeau de fortune, mais qui a eu tous les atouts, dans son rôle hybride de rassembler et de sauver. Le point central de réécrire notre histoire, outre le fait qu'il est destiné à nous rassembler, il nous sortira de la défiance et de la violence. Oui! C'est un mouvement qui mettra fin à l'immobilisme. En outre, notre fraternité ne sera plus empoisonnée. Dans ces conditions, les gouvernants trouveront facilement les solutions.

Ce qui est en jeu, à l'occasion des célébrations du 28 novembre, c'est donc l'avenir du Congo lui-même. Or, le Congo souffre d'une situation: il s'insurge contre le mot démocratie, dans la mesure où le pays paraît détruire les valeurs culturelles héritées des pays occidentaux. Quant à nos cultures à nous, vivantes, elles sont devenues négligeables.

De tout ceci, il résulte que l'état du pays est voué à la curiosité et à l'inquiétude, avec des chances de réalisation devenues très minces. Ce qui est sûr, si nous ne faisons rien, l'obligation du progrès inscrite dans l'ordre des choses se diluera très vite dans le temps. La colonisation, on le sait, a laissé partout des traces de rancœur, des complexes d'infériorité qui se sont mutés en complexes de repliement et d'orgueil. Mais, jusqu'à quand?

Les Congolais ne doivent-ils pas se préoccuper de l'éveil des valeurs essentielles? Mais, s'ils le veulent, par quels moyens? C'est vrai, l'Occident nous a apporté la langue et l'écriture. Mais, il n'a pas assuré au même degré le développement matériel. C'est donc dans un deuxième temps qu'il faut voir le rythme de développement par nous-mêmes. L'enrichissement collectif de la population doit augmenter par une bonne répartition des revenus. Il faut une volonté politique derrière tout ça. Sinon, la pauvreté aura tendance à empirer au fur et à mesure que la population augmente. Car, l'accroissement d'une population n'est pas seulement un phénomène quantitatif, c'est aussi un phénomène qualitatif.

C'est certainement dans le domaine de la démocratie et de la bonne gouvernance qu'on peut avoir l'action la plus efficace. Il faut, en effet, penser à améliorer les conditions de vie des populations. Les trois éléments doivent progresser de pair: indépendance, dignité, émancipation. Le 28 novembre 1958, c'est l'évènement. S'attacher à la République, c'est apporter le sens, le développement et la paix. Car, il n'y a pas du tout d'autre vie pour le politique.

Rechercher l'amour caché

Humilité, lucidité et générosité doivent devenir les effets d'une action politique suffisamment forte, pour redonner à la patrie ses lettres de noblesse. Au grand regret, ce triptyque essentiel ne semble plus prioritaire, une soixantaine d'années à peine après l'indépendance. C'est une faute gravissime. C'est pourquoi il nous faut un véritable rallumage des feux, pour savoir ce que nous voulons.

Visitons l'intérieur du Congo, en recherchant, dans ses entrailles, nous trouverons l'amour caché. Car, ne dit-on pas: qui cherche trouve? Mais, trouver quoi? Trouver la clé du développement de l'expression: «Amour de la Patrie». En effet, cultiver l'amour de la Patrie reviendrait à dire, entre autres, se référer au texte qui devait décrire la construction de la Nation congolaise, depuis 1958.

Notre Constitution, référence primordiale de la République, est la clé importante de la symbolique nationale. Ce n'est pas seulement pour spéculer, mais pour ouvrir tout développement sur l'Unité, le Travail et le Progrès. Sans doute est-ce dans les milieux démocratiques qu'on trouve les meilleures conditions de vie. En toute société, montrera Spinoza, tant que la pensée est libre, donc vitale, rien n'est compromis. Quand elle cesse de l'être, toutes les autres oppressions sont possibles, toute vie menacée. Il est certain que le citoyen trouve dans l'amour de la Patrie, le chemin le plus favorable pour son épanouissement.

Joseph BADILA

Poésie

Alvie Mouzita, lauréat du concours «Brazzaville, capitale de la France-Libre»

Grâce à son poème inédit «Mémoire d'amour», Alvie Mouzita, écrivain et professeur d'anglais à Brazzaville, a décroché le premier prix de la première édition du concours de poésie «Brazzaville, capitale de la France-Libre» (1940-1942). Une compétition ouverte aux Congolais basés au pays et à ceux de la diaspora, dont le jury international était présidé par Gérard Dhesse, poète, écrivain et membre de la Maison de la poésie des hauts de France.

Le lauréat de la première édition du concours de poésie *«Brazzaville, capitale de la France-Libre»* (1940-1942), Alvie Mouzita, a devancé Tristell Mouanda Moussoki, Prix du meilleur poème pour «Paroles pour le salut du fleuve» (2ème); Bertin Dzangué, Prix de pertinence poétique («L'hymne de la liberté») (3ème); Emmanuelle Ana Nkodia, Prix de persévérance poétique («Frêle fille fragile d'Afrique») (4ème) et Bikoumou Gnali-Mpungu, Prix d'encouragement poétique («Du côté de la Mfuwa) (5ème).

«Lorsque j'ai appris que j'étais sacré Prix d'excellence du jury, c'est-à-dire premier lauréat du concours, qui est d'ailleurs à sa première édition, j'étais habité par un silence très profond où j'entendais mon cœur dire: «Merci, mon Dieu!». C'est dire qu'en écrivant mon texte intitulé, *«Mémoire d'amour»,* véritable chant de mémoire et d'espérance, j'ai voulu honorer nos ancêtres, depuis le commerce d'indigènes, l'accaparement des terres, le travail forcé, les blessures, les larmes et les différents trépas connus et méconnus, y compris les centaines de milliers de soldats africains qu'on qualifiait laidement de *«Tirailleurs sénégalais»,* lesquels sont morts pour libérer la France, naguère en otage par l'armée d'Adolf Hitler, en contrepartie d'une pseudo-indépendance. Pouvez-vous imaginer que pendant cette période, *«la France, la vraie, n'y était plus. Elle était ailleurs»*, ici à Brazzaville, pour reprendre les termes de l'historien Hopiel Ebiatsa? En subsurface, le Fleuve Koongo en fut témoin oculaire. Lui qui a ingurgité toute la douleur des peuples. Donc, il est de notre devoir de ne point déchirer ces pages d'histoire, car nos ancêtres en étaient hommes-porteurs-d'espoir; et qu'il vaille de l'enseigner à tout venant sans falsification aucune, pour une prise de conscience historique et sociétale», a commenté l'auteur de l'anthologie *«Vendeurs d'émotions»* (Editions Renaissance Africaine, 2022).

Le poète et enseignant Alvie Mouzita.

En dehors de son coup d'essai littéraire, Alvie Mouzita a participé à sept ouvrages collectifs, dont quatre ont été déjà publiés, entre autres, *«Baiser d'une mère», «Cantilènes funèbres», «Anthologie des meilleurs 'nouveaux' poètes africains»,* et *«Dialoguer en poésie».*

Né à Mindouli, dans le Département du Pool, en République du Congo, Alvie Mouzita est sorti des moules de l'École normale supérieure, à Brazzaville. Il fut troisième lauréat du Prix Cipa, en 2022, finaliste du Prix Pierre Ntsemou en 2021 et lauréat du Prix Pabloemma, la même année, pour son manuscrit *«Chants pour une fleur».* Il est, par ailleurs, fondateur du Prix Vendeurs d'émotions, pour une poésie sans frontières.

Nana KABA

Musique gospel

«Tout est grâce» de la sœur Esther sur le marché du disque

Produit par la maison M.c.i productions, le tout premier et nouvel album de la sœur Esther Loussilabo Hadassa, de l'orchestre Le rocher des âges, intitulé, «Tout est grâce», est officiellement sorti vendredi 2 décembre 2022, à l'occasion d'une cérémonie de présentation et de consécration de cette sœur dans le ministère de la chanson. C'était dans la salle de mariage de la mairie de Moungali, à Brazzaville, sous les auspices de son producteur, Claude Isidore Miéré, manager de la maison M.c.i productions, en présence de son pasteur Bernardin, des serviteurs de Dieu des assemblées chrétiennes de Brazzaville et d'un parterre de chroniqueurs de musique.

Sœur Esther Loussilabo Hadassa en campagnie de ses chantres.

Après son single, Ngolu, sorti sur Youtube, la sœur Esther Loussilabo Hadassa vient de mettre sur le marché de la chanson religieuse, son tout premier album qui comporte dix titres dont sept composés par elle et trois par l'Orchestre Le rocher des âges. Le titre phare de cet album est: *«Tout est grâce». «Nous sublimons la grâce, parce que tout a été accompli à la croix de Golgotha, pour chaque croyant. Nous sommes devenus enfants de Dieu par la grâce. Chanter la grâce de Dieu, c'est proclamer l'œuvre de la croix»,* a déclaré l'artiste musicienne.

Le producteur Claude Isidore Miéré a justifié le choix porté sur sœur Esther. *«C'est le Saint-Esprit qui m'a mis à cœur de produire cette sœur. Il y a une voie qui vous parle, vous avez des convictions… Et jusqu'à présent, on se rend bien compte qu'on ne s'est pas trompé, parce que c'est l'Eternel lui-même qui conduit au choix. En intégrant le groupe Rocher des âges, depuis 2015, je pense qu'elle est sur la voie de sa maman, la sœur Belle Agniélé. Etant sur les traces de cette dernière, je crois qu'elle a un avenir radieux»*, a-t-il expliqué.

Pour faire la promotion du nouvel album, plusieurs concerts sont prévus au cours de l'année 2023, selon le producteur. Avant sœur Esther, l'orchestre Rocher des âges a aussi formé sœur Belle Agniélé. Il semble que dans cet orchestre, tout tourne autour de la grâce. Belle Agniélé a chanté «Le temps de la grâce» et la sœur Esther, *«Tout est grâce».*

A la question de savoir, pourquoi tout tourne autour de la grâce? L'artiste a indiqué que *«la grâce, c'est le but, la raison d'être des chrétiens. C'est pour cela que tout est basé sur la grâce»*, a-t-elle souligné. Avec son producteur, sœur Esther a un contrat de cinq ans, renouvelable. Et pour Claude Isidore Miéré, en cinq ans, il est possible de sortir deux albums et si possible, commencer un troisième.

Joseph MWISSI NKIENI

Charlène Tsaty, artiste dessinatrice, productrice de dessins animés en France

«J'ai à cœur de collaborer plus tard avec les églises et ministères chrétiens»

C'est à partir de 2018 que Charlène Tsaty, artiste dessinatrice, productrice de bandes dessinées en France, a développé une passion pour les dessins animés. Sa dernière production, une bande dessinée intitulée *«Jésus le sauve du suicide»,* s'adresse aux jeunes et aux adultes chrétiens. Sur sa chaîne de télévision YouTube, où l'on peut apprécier la grande qualité de ses bandes dessinées, elle anime *«Lifestyle Chrétiens»* (L.c) et *«son rêve est de collaborer, plus tard, avec les églises et les ministères chrétiens».* Dans l'interview ci-après, elle parle de sa carrière d'artiste dessinatrice et de ses œuvres.

Charlène Tsaty.

**** Parlez-nous de Charlène Tsaty. Quel est son parcours, que fait-elle exactement?***

** Originaire du Congo, Charlène Tsaty est une jeune artiste, qui découvre son amour pour les dessins animés dès sa tendre enfance. En grandissant, cet amour s'est peu-à-peu transformé en passion, jusqu'au jour où elle a créé un premier dessin animé, en 2018. Depuis, elle n'a cessé de s'améliorer. Elle anime une chaîne YouTube où elle poste régulièrement des animations qu'elle conçoit et réalise.

**** Vous venez de produire une bande dessinée intitulée «Jésus le sauve du suicide». Quelles sont les motivations et n'y avait-il pas d'autres productions à réaliser que le dessin animé?***

** Le film d'animation permet de s'adresser à un public de tout âge, les adultes autant que les enfants. Par ailleurs, il est plus facile de laisser libre cours à son imagination et concevoir même les scènes les plus improbables, les plus inimaginables. Par conséquent, les messages véhiculés sont en général plus digestes qu'un film ou que d'autres supports.

**** D'où vous est venue l'idée et à qui s'adresse cette production?***

** En grandissant, je regardais beaucoup les dessins animés remplis de bonnes valeurs et de leçons de vie. De nos jours, ces valeurs se perdent et les médias véhiculent, pour la plupart, des contenus centrés sur la violence, la compétition, l'égoïsme, etc, laissant généralement une empreinte négative. En tant que croyante, il m'est arrivé plusieurs fois de rechercher des animations chrétiennes en vain. C'est alors que j'ai eu l'inspiration de me lancer dans leur production. C'est ainsi qu'a débuté cette expérience. Ces dessins animés s'adressent principalement aux personnes de culture chrétienne et aux croyants.

**** Pensez-vous que votre message passera plus par le dessin animé que par un autre support?***

** Il existe, à ce jour, sur la toile, beaucoup de contenus pour les chrétiens. Mais, il y a très peu de dessins animés, surtout dans la francophonie. Je pense qu'il y a différents types de personnes avec différentes sensibilités. Celles qui sont facilement touchées par les contenus classiques (sermons, cultes, films…) et celles sensibles à l'art et qui ont besoin qu'on parle leur langage, c'est-à-dire le dessin animé. Ce sont ces dernières personnes que je vise. Pour elles, c'est sans doute le support le plus adapté. Comme c'est un support qui a l'avantage d'être plus accessible, plus compréhensible, quel que soit le message véhiculé. Il touchera un public certainement plus large.

**** Quels sont vos projets d'avenir?***

** Actuellement, je diffuse au moins un dessin animé par mois sur la chaîne YouTube «Lifestyle Chrétiens». Je prévois de continuer sur cette lancée. Cependant, j'attends de voir l'impact résultant des réalisations déjà diffusées, afin de mieux affiner mes projets. J'ai également à cœur de collaborer, plus tard, avec les églises et ministères chrétiens.

Propos recueillis par
Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Direction départementale des sports et de l'éducation physique de Brazzaville

Charles Parfait Malonga promet de redorer le blason du sport dans la capitale

Le nouveau directeur départemental de l'éducation physique et des sports de Brazzaville, Charles Parfait Malonga, a pris son bâton de pèlerin, afin de visiter, du 21 novembre au 2 décembre 2022, les structures sous tutelle, en vue d'une prise de contact avec les cadres et agents des inspections sectorielles de la capitale. Cette visite lui a permis de toucher du doigt les conditions de travail de ses administrés, de se rendre également compte de la réalité sur le terrain, afin de trouver ensemble les approches de solution. A cette même occasion, M. Malonga a présenté la feuille de route qu'il entend exécuter pendant son mandat.

Photo de famille avec les cadres et agents des écoles spécialisées de Brazzaville.

Les descentes de Charles Parfait Malonga, qui ont débuté par les inspections sectorielles de Makélékélé, se sont poursuivies par Poto-Poto, Moungali, Ouenzé, Talangaï, Mfilou, Madibou, Bacongo et Djiri. Elles vont se poursuivre prochainement dans les structures spécialisées comme l'Iseps (Institut supérieur de l'éducation physique et sport), le bataillon des sports des Fac (Forces armées congolaises) et bien d'autres.

Partout où le directeur départemental des sports est passé, le constat est le même: déficit des enseignants d'E.p.s (éducation physique et sportive); manque d'installations sportives pour la pratique du sport dans les établissements scolaires et même ceux qui en possèdent sont menacées de disparition, à cause des constructions de salle de classe dans ces écoles.

Au cours de ces descentes, le nouveau patron du sport à Brazzaville a répondu aux questions relatives à la pratique du sport pendant les examens d'Etat, aux critères des délégués sur la surveillance des examens d'Etat en matière de sport, l'introduction de l'E.p.s au C.e.p.e (Certificat d'étude primaire élémentaire) et sa pratique dans les établissements primaires.

De leur côté, les inspecteurs sectoriels, satisfaits de ce premier contact avec le nouveau directeur départemental du sport, se sont dits prêts à l'accompagner dans sa lourde tâche de promouvoir le sport en milieu scolaire et universitaire. Mme Marie Missamou, inspectrice sectorielle de sport et de l'éducation physique de Moungali, a estimé que les problèmes soulevés trouveront des solutions adéquates avec le nouveau chef des sports du Département de Brazzaville

Sachant que l'éducation physique a des problèmes au niveau du préscolaire et du primaire surtout, Charles Parfait Malonga a promis de redorer le blason du sport dans la commune de Brazzaville, avec le concours des enseignants d'E.p.s. *«La Direction générale est là. Dès qu'on fera, le travail, on va le transmettre à qui de droit. Ça sera à eux de regarder, pour nous envoyer les enseignants. Nous verrons comment répartir ceux-ci dans les inspections. La difficulté est énorme. Nous avons ce qu'on appelle des prestataires, des enseignants formés à l'Iseps qui sont là et qui traînent. Ils n'ont pas là où travailler. Nous allons trouver les possibilités de donner le message au ministère, pour qu'on essaie de regarder comment recruter ces jeunes et regarder comment trouver les moyens pour une rémunération, chaque fin du mois»*, a-t-il rassuré. Nommé le 12 novembre dernier, Charles Parfait Malonga remplace, à ce poste, Gabriel Tchikaya qui a été appelé à d'autres fonctions.

Luze Ernest BAKALA

Brésil

L'état de santé de la légende mondiale du football, Pelé, est préoccupant

Le monde sportif retient son souffle sur l'état de santé de l'icône du football, le Brésilien Edson Arantes do Nascimento, connu sous le nom de Pelé. Agé de 82 ans, l'ancienne gloire du football des années 50 et 60 a été opérée d'une tumeur du côlon en septembre 2021, dans un hôpital de Sao Paulo. Mais, dans la journée du mardi 29 novembre 2022, il a été emmené dans un centre hospitalier «pour une réévaluation du traitement chimio-thérapeutique de la tumeur». Un traitement qui ne répondait plus, compte-tenu de l'avancée de son cancer du côlon. Le trois-fois champion de la Coupe du monde a été admis en soins palliatifs, à l'Hôpital Israelita Albert Einstein de Sao Paulo, depuis le vendredi 2 décembre.

Pelé, le roi du football mondial.

La star lutte contre le cancer de l'intestin depuis le 31 août 2021, date à laquelle on lui a diagnostiqué une tumeur au côlon (gros intestin) lors d'examens de routine, qui auraient dû être effectués en 2020, mais ont été reportés en raison de la pandémie de covid-19. Quatre jours plus tard, il a subi une intervention chirurgicale à l'Hôpital Israelita Albert Einstein de Sao Paulo, pour retirer la tumeur et, pendant son hospitalisation, il a été emmené à l'Usi (Unité de soins intensifs) à quelques reprises, la dernière date du 16 septembre. Selon le bulletin publié à l'époque, le footballeur souffrait d'instabilité respiratoire.

Pelé ne répond plus à la chimiothérapie et est en soins palliatifs à l'Hôpital Israelita Albert Einstein à Sao Paulo. Il continue de recevoir des mesures de confort, pour soulager la douleur et l'essoufflement, sans être soumis à des thérapies invasives. «Pelé est arrivé à l'hôpital avec un état d'anasarque (gonflement généralisé), un syndrome d'œdémigémie (œdème généralisé) et une insuffisance cardiaque décompensée», ont fait savoir les médias brésiliens.

En plus d'un cancer, l'athlète souffre de séquelles de trois interventions chirurgicales pratiquées ces dernières années. Un pour le placement de la prothèse dans la hanche et deux autres pour la corriger. Il ressent également une douleur au genou, des problèmes qui l'empêchent de se déplacer. Le vendredi 2 décembre, dans un post sur son Instagram, Pelé a annoncé à ses 10,6 millions de followers: «Mes amis, je suis à l'hôpital pour ma visite mensuelle. C'est toujours agréable de recevoir des messages positifs comme celui-ci. Merci au Qatar pour cet hommage et à tous ceux qui m'envoient de bonnes vibrations!».

Considéré comme l'un des plus grands joueurs du 20ème siècle par la Fifa (Fédération internationale de football association), Pelé a aidé le Brésil à remporter les Coupes du monde de 1958, 1962 et 1970. Il reste le meilleur buteur de tous les temps du pays avec 77 buts en 92 matches pour la sélection brésilienne.

Roland KOULOUNGOU

Championnat national de football direct ligue 1

Le tenant du titre, l'As Otohô, reprend du poil de la bête

L'As Otohô a dépossédé l'As B.n.g du leadership du championnat national de football direct ligue 1, suite à sa victoire de 2 buts à 1 obtenue à l'issue de la 7ème journée disputée le 30 novembre au Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville.

L'As Otohô.

Toujours au Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, Patronage Saint-Anne et Aiglon Cara ont battu respectivement la J.u.k (Jeunesse unie du Kouilou) par 1 but à 0 et l'Inter-club par 2 buts à1. La J.s.t (Jeunesse sportive de Talangaï) et V.Club Mokanda se sont séparés dos-à-dos de 0 but partout.

Par contre, au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'As Cheminots a disposé du Fc Kondzo par 1 but à 0. Même score acquis par l'Etoile du Congo devant le Fc Nathaly's. Au Stade Paul Moukila Sayal de Dolisie, l'Ac Léopards et les Diables-Noirs ont fait jeu égal d'un but partout.

Après la septième journée, le championnat national a été suspendu jusqu'à nouvelle ordre, pour permettre aux Diables-Rouges, notamment l'équipe nationale des moins de 20 ans de se préparer pour les éliminatoires du tournoi de l'Unifac prévues du 7 au 18 décembre 2022 à Brazzaville. Ces éliminatoires sont qualificatives de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) dont la phase finale se déroulera en Egypte, du 19 février au 11 mars 2023.

Luze Ernest BAKALA

Classement provisoire à l'issue de la 7ème journée

- 1er: As Otohô: 16 pts (+5);
- 2ème: B.n.g: 14 pts (+5);
- 3ème: Etoile du Congo: 13 pts;
- 4ème: Diables-Noirs: 13 pts;
- 5ème: Inter-club: 13 pts;
- 6ème: Patronage Saint-Anne: 10 pts;
- 7ème: As Juk: 10 pts;
- 8ème: Ac Léopards: 9 pts;
- 9ème: J.s Talangai: 9 pts;
- 10ème: Fc Kondzo: 7 pts;
- 11ème: Cara: 6 pts;
- 12ème: V.Club Mokanda: 5 pts;
- 13ème: As Cheminots: 4 pts;
- 14ème: Fc Nathaly's: 3 pts.